

24 Juillet 2008

Contacts:

Mpako Foaeng et Erin A. Weir

# TCHAD : PREPARER LE TERRAIN POUR UN RETOUR DURABLE

**Les agences d'aide internationale et les pays donateurs devraient développer des stratégies pour promouvoir des solutions durables pour les personnes déplacées internes (PDI) dans l'est du Tchad et pour diminuer la dépendance des réfugiés soudanais à l'assistance extérieure. Bien que le banditisme et la criminalité en hausse aient entravé l'accès pour les acteurs humanitaires et la liberté de mouvement pour les civils, les agences internationales ont été capables d'augmenter leur assistance aux personnes déplacées. Cependant, il reste à subvenir à des besoins basiques. Les réfugiées et les personnes déplacées internes manquent d'accès aux activités de subsistance et aux activités socio-économiques, et les enfants en particulier, ne sont pas à l'abri d'abus et de recrutement dans les groupes armés.**

La crise humanitaire qui a commencé dans l'est du Tchad en 2003 affecte actuellement plus d'un million de personnes. Environ 250,000 réfugiés soudanais ont fui les combats et des violations massives des droits humains dans la région voisine du Darfour et vivent dans 12 camps de réfugiés à l'est du Tchad. En outre, il y a aussi 185,000 personnes déplacées internes tchadiens qui, depuis mi-2005, ont été chassées de leurs communautés par les conflits intercommunautaires, les raids transfrontaliers des milices venues du Soudan voisin et le conflit armé entre le gouvernement et les groupes rebelles. De plus, environ 700,000 civils dans l'est du Tchad sont affectés par des combats récurrents entre le gouvernement tchadien et les groupes rebelles basés au Soudan et essuient le plus fort de la présence de réfugiés et de personnes déplacées. Considérant la situation sécuritaire actuelle, les réfugiés et la majorité des personnes déplacées internes vont rester déplacés pour une longue période. Il est temps de commencer des projets de développement à moyen et long terme qui vont préparer le terrain pour le retour et la réintégration des tchadiens déplacés et aider les réfugiés à devenir progressivement auto-suffisants.

## Recommandations De Politique

- ❑ Le Représentant Spécial du Secrétaire général conjointement avec l'UNICEF devraient renforcer le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur le recrutement des enfants soldats et développer une stratégie claire pour assurer que le gouvernement, conformément à ses engagements, mette fin au recrutement des enfants.
- ❑ Le programme des Nations Unies pour le développement, conjointement avec l'équipe nationale de l'ONU et les ministères tchadiens concernés, doivent commencer à soutenir des programmes d'éducation durables et d'autres projets de développement et de relèvement précoce qui pourraient éventuellement être dirigés par des agences tchadiennes.
- ❑ Les Etats-Unis et d'autres donateurs internationaux devraient fournir des fonds pour des périodes allant de 3 à 5 ans pour des projets de relèvement précoce à long terme particulièrement des programmes dans le secteur de la santé et des activités de subsistance.

## Une approche stratégique pour la protection de l'enfance

Plus d'opportunités éducatives sont urgemment nécessaires pour réduire le nombre d'enfants qui sont recrutés au sein des groupes armés tchadiens et soudanais. Le conflit et la situation de déplacement dans l'est du Tchad a exposé les enfants réfugiés et déplacés, y compris les filles, à de nombreuses menaces. Certains d'entre eux sont séparés de leurs familles, sont la cible d'attaques ou recrutés par les forces combattantes. Etant donné que les milices et les groupes armés pénètrent dans les camps de réfugiés et les sites réservés aux personnes déplacées internes, les enfants réfugiés et déplacés sont vulnérables au recrutement et au travail forcés. Des enfants âgés de 9 ans sont recrutés par force ou volontairement dans les groupes armés. L'armée nationale tchadienne, les milices soutenues par le gouvernement tchadien et les groupes rebelles tchadiens recrutent sur les sites des personnes déplacées internes et au sein des communautés hôtes.

Des milliers d'enfants sont aussi recrutés par des groupes armés soudanais dans des camps de réfugiés se trouvant près de la frontière avec le Soudan, c'est le cas des Janjaweed, du Mouvement pour la justice et l'égalité, ainsi que l'Armée de libération du Soudan. Rien qu'en mars 2008, l'UNHCR estime que les rebelles ont persuadé ou forcé 4.700 adulte et garçons venant des camps de Breidjing et Treguine à se joindre à eux.

Les efforts pour engager le gouvernement tchadien ont été partiellement fructueux. Le 9 mai 2007, l'UNICEF et le gouvernement ont signé un accord pour la démobilisation d'enfants soldats dans tout le pays. Cependant le gouvernement tchadien ne s'est pas totalement plié à cet accord. L'UNICEF et d'autres partenaires n'étaient pas autorisés à visiter les camps d'entraînement militaires du gouvernement. De plus, l'UNICEF et ses partenaires n'ont pas reçu le consentement du gouvernement pour engager tous les acteurs non étatiques qui recrutent actuellement au Tchad. Suite à la visite récente du représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés, le gouvernement tchadien a accepté de laisser les agences de l'ONU visiter les camps de l'armée et les centres d'entraînement. Cependant, il n'y a toujours pas d'engagement pour permettre à ces agences d'avoir accès aux enfants recrutés par les groupes armés non étatiques.

Les enfants et les adolescents déplacés devraient avoir l'opportunité de choisir entre rejoindre une force armée ou entreprendre d'autres activités qui correspondent à leur âge et à leur environnement. Une fois démobilisés, il

n'y a pas suffisamment de ressources disponibles pour assurer une réintégration efficace des enfants et jeunes adolescents dans leurs communautés.

Assurer l'éducation pour les enfants déplacés internes et réfugiés, particulièrement les filles, est d'une importance vitale, puisque cela réduit considérablement leur exposition au recrutement forcé. Accéder à l'éducation est difficile pour tous les enfants de l'est du Tchad. Les écoles – dont le nombre est limité – sont des abris rudimentaires avec des enseignants qui ont peu ou aucune formation et des élèves qui n'ont pas de matériel scolaire. Dans les camps de réfugiés, les sites destinés aux personnes déplacées internes et les communautés hôtes, les enfants et les jeunes adolescents n'ont pas accès à l'école secondaire et il existe très peu de solutions alternatives disponibles. Seulement 6% des jeunes ont accès à une formation professionnelle dans les camps de réfugiés. Quand ils ont terminé l'école primaire, certains enfants soudanais retournent au Darfour pour continuer leur formation. Même si le devenir de ces enfants n'est pas connu, il est vraisemblable que nombreux sont ceux qui sont recrutés par les groupes armés.

### Atténuer les tensions entre les communautés

Un soutien continu devrait être apporté aux communautés hôtes qui accueillent les réfugiés et les personnes déplacées internes malgré leur propre pauvreté. La population du Tchad est en général pauvre et les habitants du sud est, zone affectée par le conflit, vivaient déjà dans une pauvreté chronique due aux conditions climatiques rudes et à l'infrastructure publique inadéquate.

A leur arrivée dans l'est du Tchad, les réfugiés et les personnes déplacées internes ont été acceptés par la population locale compte tenu des affinités ethniques, linguistiques, et culturelle. Cependant la coexistence s'érode lentement à cause de la pression sur la terre et les autres ressources. De nombreux réfugiés et personnes déplacées internes sont incapables de cultiver car la petite quantité de surface arable est déjà utilisée par les communautés hôtes. Les femmes déplacées et les enfants sont souvent soumis à des harcèlements, y compris le viol lorsqu'elles vont en quête du bois, et des conflits entre les communautés hôtes et les populations locales surviennent.

Certains projets visant les communautés locales – tels que des projets générateurs de revenus pour les femmes, la vaccination du bétail ou la construction de puits – ont été mis en œuvre par le HCR en étroite coopération avec les institutions locales. Cependant, puisque la situation de

déplacement devient durable, de tels projets devraient être renforcés et des plans à long terme devraient être développés.

### **Reconstruire la confiance entre les PDI et les communautés dans les régions d'origine**

La réconciliation entre les communautés est nécessaire pour assurer un retour durable des personnes déplacées internes de l'est du Tchad. Environ 5,000 familles de personnes déplacées internes ont commencé à retourner chez elles, dans des zones qu'elles estiment relativement sûres. D'autres retournent pour travailler leurs terres avant la saison des pluies, mais vont observer comment la situation sécuritaire va évoluer avant de prendre la décision finale de retourner chez elles. Refugees International a rencontré un certain nombre de personnes déplacées internes sur des sites à Goz Beida, qui ont dit que même si la violence diminuait dans leurs régions d'origine, elles allaient réclamer des écoles, des cliniques et la présence d'autorités locales avant de décider de retourner.

Cependant, la majorité des personnes déplacées ont encore peur de retourner chez elles. Elles sont nombreuses à venir de villages se situant à la frontière d'où elles ont fui les violences interethniques, ont vu leurs propriétés pillées, leurs villages complètement brûlés et des membres de leurs familles tués. Ceux qui ont perpétrés ces actes ont occupé leurs terres en toute impunité. Le HCR et ses partenaires ont facilité un dialogue entre les chefs des communautés déplacées et les chefs de leurs villages d'origine, y compris les chefs religieux et traditionnels. Cependant, de telles initiatives ont eu lieu à petite échelle. Un nouvel essor doit être donné à ces initiatives qui doivent être comprises comme faisant intégralement parti d'un processus de réconciliation plus large qui va rétablir la confiance entre les différentes communautés et préparer le terrain pour des futurs retours durables.

*Les représentantes Mpako Foaleng et Erin Weir retournent juste d'une mission d'évaluation au Tchad.*